

**MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**

F. 89 — 1580 (89 — 1301)

17 JUILLET 1989. — Arrêté royal contenant les normes relatives à la protection des spectateurs contre l'incendie et la panique, lors des manifestations dans les installations à ciel ouvert. — Errata

Au *Moniteur belge* n° 139 du 20 juillet 1989, à la page 12724, dans le texte néerlandais, dans le considérant, il faut lire « maatregelen » au lieu de « er maatregelen ».

A la page 12725, article 1er, § 3, 4e ligne, il faut lire « NBN B 03-103 » au lieu de « NBN B 03-113 ».

A la page 12726, article 1er, 1re ligne, il faut lire « Art. 5 » au lieu de « Article 1er ».

**MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN
EN OPENBAAR AMBT**

N. 89 — 1580 (89 — 1301)

17 JULI 1989. — Koninklijk besluit houdende de normen betreffende de bescherming van de toeschouwers tegen brand en paniek bij manifestaties in openluchtfaciliteiten. — Errata

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 139 van 20 juli 1989, op bladzijde 12724, Nederlandse tekst, in de considerans, lezen « maatregelen » in plaats van « er maatregelen ».

Op blz. 12725, artikel 1, § 3, 4e regel; lezen « NBN B 03-103 » in plaats van « NBN B 03-113 ».

Op blz. 12726 artikel 1, 1e regel, lezen « Art. 5 » in plaats van « Artikel 1. »

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

F. 89 — 1581 (89 — 1416)

1er AOÛT 1989. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 16 mai 1980 relatif aux modalités d'organisation de la formation du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie. — Erratum

Moniteur belge n° 151 du 8 août 1989, page 13928, in fine, lire « Bruxelles » au lieu de « Motril ».

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

N. 89 — 1581 (89 — 1416)

1 AUGUSTUS 1989. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 16 mei 1980 betreffende de organisatie van de vorming van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht. — Erratum

Belgisch Staatsblad nr. 151 van 8 augustus 1989, bladzijde 13928 in fine, lezen « Brussel » in plaats van « Motril ».

EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN
MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 89 — 1582

4 JUILLET 1989. — Décret modifiant le décret du 12 décembre 1977 portant statut de la Radio-Télévision belge de la Communauté française (R.T.B.F.) et la loi du 6 février 1987 relative aux réseaux de radiodistribution et de télédistribution et à la publicité commerciale à la radio et à la télévision (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

Article 1er. L'article 20 du décret du 12 décembre 1977 portant statut de la Radio-Télévision belge de la Communauté française est remplacé par la disposition suivante :

« Article 20, § 1er. L'Institut a pour ressources :

1° le montant du crédit affecté au service public de la radio-télévision par le Conseil. Le montant de ce crédit est augmenté au minimum dans les mêmes proportions que les moyens visés à l'article 36, 1° et 3°, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions;

2° le montant des dons et des legs faits en sa faveur et avec approbation ou autorisation de l'Exécutif;

3° les emprunts qu'il pourrait contracter notamment par voie d'émissions d'obligations moyennant autorisation donnée par arrêté de l'Exécutif;

4° le produit de la vente de publications, d'enregistrements sonores et visuels, qui lui sont propres, le produit de la vente et de la location de ses productions, ainsi que la rémunération des services rendus sous quelque forme que ce soit;

5° la part du produit des recettes ou dividendes, sous quelque forme que ce soit, des sociétés ou organismes auxquels il participe directement ou indirectement;

6° le produit de la publicité non commerciale telle qu'organisée au chapitre VII du décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel;

7° le produit du parrainage tel qu'organisé au chapitre VIII du décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel;

8° la part du produit de la publicité commerciale rétrocédée à l'Institut par les stations et les sociétés de radio-diffusion commerciales auxquelles il participe directement ou indirectement;

9° le produit de la publicité commerciale, si l'Institut a obtenu l'autorisation prévue par l'article 12 de la loi du 6 février 1987 relative aux réseaux de radiodistribution et de télédistribution et à la publicité commerciale à la radio et à la télévision.

§ 2. Le total des produits visés au présent article, § 1er, 6°, 7°, 8° et 9° ne peut dépasser un plafond, dont le montant est arrêté annuellement par l'Exécutif, de 25 p.c. maximum des ressources de l'Institut.

§ 3. L'Exécutif édicté, pour les ressources visées aux points 6°, 7°, 8° et 9° du § 1er, des règles particulières quant à l'utilisation desdites ressources.

En cas de violation de ces règles, l'Exécutif peut retirer l'autorisation visée à l'article 12 de la loi du 6 février 1987 précitée. »

(1) *Session 1988-1989.*

Documents du Conseil. — N° 72, n° 1. Projet de décret. — N° 72, n° 2. Rapport. — N° 72, nos 3 à 5. Amendements.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 28 juin 1989.

Art. 2. L'article 12 de la loi du 6 février 1987 relative aux réseaux de radiodistribution et de télédistribution et à la publicité commerciale à la radio et à la télévision est remplacé par la disposition suivante :

« Article 12, § 1^{er}. La Radio-Télévision belge de la Communauté française, les stations et sociétés de radiodiffusion relevant de la Communauté française et autorisées par l'Exécutif peuvent insérer de la publicité commerciale dans leurs programmes moyennant l'autorisation expresse et préalable de l'Exécutif.

§ 2. Les stations et les sociétés de radiodiffusion répondant aux conditions fixées par l'Exécutif en vertu de l'article 22, § 2, du décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel peuvent diffuser de la publicité commerciale plus particulièrement destinée aux téléspectateurs de la Communauté française moyennant l'autorisation expresse et préalable de l'Exécutif.

§ 3. L'Exécutif détermine les conditions dans lesquelles la Radio-Télévision belge de la Communauté française et les stations ou les sociétés de radiodiffusion visées aux §§ 1^{er} et 2 peuvent insérer de la publicité commerciale dans leurs programmes.

§ 4. L'Exécutif peut suspendre ou retirer les autorisations visées aux §§ 1^{er} et 2 en cas de violation des dispositions du présent chapitre ou de ses arrêtés d'exécution. »

Art. 3. L'article 17, § 2, de la loi du 6 février 1987 relative aux réseaux de radiodistribution et de télédistribution et à la publicité commerciale à la radio et à la télévision est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. L'Exécutif peut confier l'exclusivité de la commercialisation en Communauté française des espaces de publicité commerciale à la Radio-Télévision belge de la Communauté française et aux stations et sociétés de radiodiffusion s'adressant à l'ensemble du public de la Communauté française, à une société commerciale de droit belge créée à cet effet selon les modalités fixées par l'Exécutif, après consultation des institutions de radiodiffusion visées à l'article 12, § 1^{er} et s'adressant à l'ensemble du public de la Communauté française.

Si l'Exécutif fait usage de la faculté qui lui est conférée à l'alinéa précédent, il détermine, après consultation desdites institutions de radiodiffusion, les modalités de répartition des espaces publicitaires entre celles-ci et des ressources en provenant, de manière à assurer d'une part aux stations et sociétés de radiodiffusion autorisées à diffuser de la publicité commerciale et s'adressant à l'ensemble du public de la Communauté française, les recettes nécessaires au financement de leurs activités, et, d'autre part, à la Radio-Télévision belge de la Communauté française, des recettes dans les limites fixées par le présent décret et ses arrêtés d'exécution. »

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 4 juillet 1989.

Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française,
chargé de la Culture et de la Communication,

V. FEAUX

Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport,
du Tourisme et des Relations internationales,

J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique,

Y. YLIEFF

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Ch. PICQUE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 89 — 1582

4 JULI 1989. — Decreet tot wijziging van het decreet van 12 december 1977 houdende het statuut van de « Radio-Télévision belge de la Communauté française » (R.T.B.F.) en de wet van 6 februari 1987 betreffende de radio-distributie- en teledistributienetten en betreffende de handelspubliciteit op radio en televisie (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. Artikel 20 van het decreet van 12 december 1977 houdende het statuut van de « Radio-Télévision belge de la Communauté française » wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Artikel 20, § 1. Het Instituut heeft als inkomsten:

1^o het bedrag van het krediet dat door de Raad wordt bestemd voor de openbare radio- en televisiedienst. Het bedrag van dit krediet wordt verhoogd met ten minste hetzelfde percentage als de middelen bedoeld in artikel 36, 1^o en 3^o, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en Gewesten;

2^o het bedrag van de giften en legaten die ten gunste van het Instituut zijn gedaan met de goedkeuring of de instemming van de Executieve;

3^o de leningen die het inzonderheid door de uitgifte van obligaties zou kunnen aangaan met de toestemming gegeven bij besluit van de Executieve;

(1) *Zitting 1988-1989.*

Documenten van de Raad. — Nr. 72, nr. 1. Ontwerp van decreet. — Nr. 72, nr. 2. Verslag. — Nr. 72, nrs. 3 tot 5. Amendementen.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 28 juni 1989.

4° de opbrengst van de verkoop van eigen publikaties en klank- en beeldopnamen, de opbrengst van de verkoop en de verhuring van zijn producties, alsook de bezoldiging van diensten die in welke vorm, dan ook werden bewezen;

5° het deel van de opbrengst of dividenden, in welke vorm dan ook, van de vennootschappen of instellingen waarin het rechtstreeks of onrechtstreeks deelneemt;

6° de opbrengst van de niet-commerciële reclame zoals die bepaald is in hoofdstuk VII van het decreet van 17 juli 1987 over de audiovisuele sector;

7° de opbrengst van de sponsoring zoals die bepaald is in hoofdstuk VIII van het decreet van 17 juli 1987 over de audiovisuele sector;

8° het deel van de opbrengst van de commerciële reclame dat aan het Instituut wordt afgestaan door de commerciële radio-omroepstations en radio-omroepvennootschappen waarin het rechtstreeks of onrechtstreeks deelneemt;

9° de opbrengst van de commerciële reclame, indien het Instituut de machtiging bedoeld bij artikel 12 van de wet van 6 februari 1987 betreffende de radiodistributie- en teledistributienetten en betreffende de handelspubliciteit op radio en televisie, heeft verkregen.

§ 2. Het totaal van de in § 1, 6°, 7°, 8° en 9° van dit artikel bedoelde opbrengsten mag niet meer bedragen dan maximaal 25 pct. van de inkomsten van het Instituut. Dit maximumbedrag wordt elk jaar door de Executieve vastgesteld.

§ 3. De Executieve treft, voor de inkomsten bedoeld in de punten 6°, 7°, 8° en 9° van § 1, bijzondere regels voor de bestemming van die inkomsten.

In geval van niet-naleving van die regels, kan de Executieve de machtiging bedoeld in artikel 12 van de voornoemde wet van 6 februari 1987 intrekken. »

Art. 2. Artikel 12 van de wet van 6 februari 1987 betreffende de radiodistributie- en teledistributienetten en betreffende de handelspubliciteit op radio en televisie, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 12, § 1. De « Radio-Télévision belge de la Communauté française », de radio-omroepstations en radio-omroepvennootschappen die onder de Franse Gemeenschap ressorteren en die de vergunning van de Executieve hebben bekomen, mogen alleen commerciële reclame in hun programma's opnemen indien ze de uitdrukkelijke en voorafgaande machtiging daartoe door de Executieve hebben bekomen.

§ 2. De radio-omroepstations en de radio-omroepvennootschappen die voldoen aan de voorwaarden gesteld door de Executieve krachtens artikel 22, § 2, van het decreet van 17 juli 1987 over de audiovisuele sector, mogen, mits de uitdrukkelijke en voorafgaande machtiging door de Executieve, commerciële reclame uitzenden die vooral voor de televisiekijkers van de Franse Gemeenschap bestemd is.

§ 3. De Executieve bepaalt de voorwaarden waaronder de « Radio-Télévision belge de la Communauté française » en de radio-omroepstations of radio-omroepvennootschappen bedoeld in de §§ 1 en 2 commerciële reclame in hun programma's mogen opnemen.

§ 4. De Executieve kan de in de §§ 1 en 2 bedoelde machtigingen schorsen of intrekken in geval van niet-naleving van de bepalingen van dit hoofdstuk of van de besluiten tot uitvoering ervan. »

Art. 3. Artikel 17, § 2, van de wet van 6 februari 1987 betreffende de radiodistributie- en teledistributienetten en betreffende de handelspubliciteit op radio en televisie, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 2. De Executieve kan het alleenrecht op de commercialisatie binnen de Franse Gemeenschap van de commerciële reclameblokken op de « Radio-Télévision belge de la Communauté française » en de radio-omroepstations en radio-omroepvennootschappen die zich tot het gehele publiek van de Franse Gemeenschap richten, verlenen aan een handelsmaatschappij van Belgisch recht die daartoe wordt opgericht volgens door de Executieve nader te bepalen regels, na het advies te hebben ingewonnen van de in artikel 12, § 1 bedoelde radio-omroepinstellingen die zich tot het gehele publiek van de Franse Gemeenschap richten.

Indien de Executieve gebruik maakt van de mogelijkheid die haar bij het vorige lid wordt gegeven, bepaalt ze, na het advies van die radio-omroepinstellingen te hebben ingewonnen, de nadere regels voor de verdeling van de reclameblokken over die instellingen en voor de verdeling van de inkomsten uit die reclameblokken, opdat, enerzijds, de radio-omroepstations en radio-omroepvennootschappen die de machtiging tot uitzending van commerciële reclame hebben bekomen en zich tot het gehele publiek van de Franse Gemeenschap richten, de ontvangsten zouden kunnen krijgen die noodzakelijk zijn voor de financiering van hun activiteiten, en opdat, anderzijds, de « Radio-Télévision belge de la Communauté française » ontvangsten zou kunnen krijgen binnen de perken vastgesteld bij dit decreet en de besluiten tot uitvoering ervan. »

Kondigen dit decreet af, bevelen dat in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 4 juli 1989.

De Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap,
belast met Cultuur en Communicatie,

V. FEAUX

De Minister van Onderwijs, Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,

J.-P. GRAFE

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,

Y. YLIEFF

De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,

Ch. PICQUE